

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/C.2/L.1475

24 novembre 1975

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 64 de l'ordre du jour

CHARTRE DES DROITS ET DEVOIRS ECONOMIQUES DES ETATS

Argentine, Cuba, Egypte, Equateur, Indonésie, Kenya, Madagascar, Mexique, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Venezuela et Zaïre : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, par laquelle elle a solennellement adopté la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant également que, dans sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, elle a réaffirmé que la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats ont jeté les bases de ce nouvel ordre, bases qu'il est indispensable de consolider et de développer pour renforcer la sécurité internationale, ainsi que les relations amicales et la coopération entre les Etats,

Réaffirmant l'importance de l'article 34 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, qui prévoit que l'Assemblée générale procédera périodiquement à un examen systématique et complet de l'application de la Charte, du point de vue à la fois des progrès réalisés et des améliorations et compléments qui pourraient devenir nécessaires, compte tenu de tous les facteurs économiques, sociaux, juridiques et autres se rapportant aux principes et aux buts de la Charte,

Tenant compte du fait que, pour s'acquitter comme il se doit de cette tâche, l'Assemblée générale doit bénéficier de l'entière coopération de ses organes compétents,

Ayant présent à l'esprit le rôle qui incombe au Conseil économique et social de définir les grandes lignes des politiques générales et de coordonner les activités de tous les organismes, institutions et organes subsidiaires appartenant au système des Nations Unies aux fins de l'application du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

1. Réitère solennellement la volonté commune de renforcer, développer et réglementer le nouvel ordre économique international, fondé sur la Déclaration et le Programme d'action adoptés par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire, et sur la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session;
2. Invite les Etats Membres à prendre toutes les mesures voulues pour assurer la réalisation rapide de ces objectifs;
3. Décide de charger le Conseil économique et social d'examiner l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, pour préparer comme il convient son examen systématique et complet par l'Assemblée générale, au titre d'un point distinct de l'ordre du jour, comme il est prévu à l'article 34 de la Charte, et de rendre compte des progrès réalisés à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session;
4. Prie le Conseil économique et social d'inscrire à l'ordre du jour de ses sessions d'été un point relatif à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, afin de s'acquitter de la tâche qui lui est assignée au paragraphe 3 ci-dessus;
5. Prie le Secrétaire général de donner la plus large diffusion à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, compte tenu de l'importance de l'opinion publique mondiale, afin d'assurer l'application de ses dispositions;
6. Prie la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies de continuer à étudier les progrès réalisés dans l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et de faire rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

-----